



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21507  
14 août 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

---

LETTRE DATEE DU 13 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA ROUMANIE AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le  
texte de la décision du Gouvernement de la Roumanie No 935 du 10 août 1990 sur  
l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette  
lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Aurel Dragos MUNTEANU

Annexe

DECISION SUR L'APPLICATION PAR LA ROUMANIE DE LA RESOLUTION 661 (1990)  
DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Le Gouvernement de la Roumanie,

Ayant en vue les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 6 août 1990,

Tenant compte de l'obligation des Etats Membres des Nations Unies d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, en conformité avec les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

DECIDE :

Article 1. Il est interdit à tous les organes et institutions d'Etat, aux personnes physiques et morales roumaines, de même qu'aux personnes physiques et morales étrangères menant des activités économiques et financières sur le territoire de la Roumanie :

a) D'importer en Roumanie des biens ou produits en provenance de l'Iraq ou du Koweït qui seraient exportés de ces pays après le 6 août 1990;

b) De mener des activités qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser l'exportation ou le transbordement de tous biens ou produits en provenance de l'Iraq ou du Koweït; d'effectuer des transactions avec des biens ou produits en provenance de l'Iraq ou du Koweït et exportés de ces pays après le 6 août 1990, y compris tout transfert de fonds à destination de l'Iraq ou du Koweït aux fins de telles activités ou transactions;

c) De vendre ou de fournir de Roumanie ou par l'intermédiaire de navires battant pavillon roumain à toute personne physique ou morale se trouvant en Iraq ou au Koweït ou à toute autre personne physique ou morale aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire de ces pays des biens et des produits, y compris des armes ou tout autre matériel militaire, que ceux-ci proviennent ou non du territoire de la Roumanie (sont exceptés les fournitures à usage médical et, dans des cas humanitaires spéciaux, les produits alimentaires); toute activité qui aurait pour effet de favoriser ou est conçue pour favoriser la vente de tels biens et produits.

Article 2. Il est interdit de mettre à la disposition du Gouvernement de l'Iraq ou de toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics sise en Iraq ou au Koweït des fonds ou toutes autres ressources financières ou économiques.

~~Il est interdit aux citoyens roumains et à toutes personnes présentes sur le territoire de la Roumanie de transférer de Roumanie ou de mettre par quelque moyen que ce soit à la disposition du Gouvernement de l'Iraq ou de toute entreprise susvisée de tels fonds ou ressources et de verser tous autres fonds à des personnes~~

physiques ou morales se trouvant en Iraq ou au Koweït, à l'exception des paiements destinés exclusivement à des fins médicales ou humanitaires et, dans des situations humanitaires spéciales, des produits alimentaires.

Article 3. Les dispositions susmentionnées n'affectent pas les paiements effectués, par l'intermédiaire des institutions bancaires roumaines, par l'ambassade de l'Iraq à Bucarest pour les services publics dont elle bénéficie et pour d'autres activités normales menées en conformité avec les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et les relations consulaires.

Article 4. Le Ministère des finances, le Ministère du commerce et du tourisme, le Ministère des ressources et de l'industrie, le Ministère de la défense nationale et les autres organes d'Etat, selon leurs compétences, prendront les mesures nécessaires pour la mise en application des dispositions de la présente décision.

Article 5. Toute transgression des dispositions de la présente décision entraîne la responsabilité administrative, contreventionnelle ou pénale, selon le cas, des personnes coupables, en conformité avec les dispositions des règlements juridiques en vigueur.

Le Premier Ministre

(Signé) Petre ROMAN

-----